

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
D'ILE-DE-FRANCE ET DU DEPARTEMENT DE PARIS  
Pôle de gestion fiscale Paris Sud-Ouest  
Centre des Finances Publiques Auteuil  
Inspection de contrôle et d'expertise des particuliers  
12 rue George Sand  
75796 PARIS CEDEX 16



754-SD  
(03/2010)

**POUR NOUS JOINDRE**

Réception : du lundi au vendredi

sur rendez-vous

Affaire suivie par : M. Christophe PAGNY

Référence : C111353

Téléphone : 01 44 30 50 32

Télécopie : 01 44 30 50 05

Mél : cdi.16e-auteuil@dgfip.finances.gouv.fr

Mme THOMAS Anne-Marie

67 boulevard Exelmans

75016 PARIS

Objet : Demande de renseignements

Le 24/11/2011

Madame,

Dans le cadre de l'examen de votre dossier, je vous remercie de bien vouloir me faire parvenir les éléments qui vous sont demandés au verso de la présente lettre.

Cette demande ne revêt pas de caractère contraignant. Elle est établie conformément aux dispositions de l'article L. 10 du livre des procédures fiscales, qui permet à l'administration de demander des renseignements sur les éléments déclarés par les contribuables.

Afin de traiter votre dossier dans les meilleures conditions, je vous remercie de m'adresser votre réponse si possible avant le 31 décembre 2011.

Je me tiens à votre disposition pour toute question relative à ce courrier et vous prie de croire, Madame, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Contrôleur des Impôts

M. Christophe PAGNY

. L'article L. 10 du livre des procédures fiscales prévoit que « l'administration des impôts contrôle les déclarations ainsi que les actes utilisés pour l'établissement des impôts droits, taxes et redevances. Elle contrôle également les documents déposés en vue d'obtenir des déductions, restitutions ou remboursements, ou d'acquitter tout ou partie d'une imposition au moyen d'une créance sur l'Etat. A cette fin, elle peut demander aux contribuables tous renseignements, justifications ou éclaircissements relatifs aux déclarations souscrites ou aux actes déposés » (alinéas 1 à 3).

. Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

La Charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable fondées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité. Disponible sur [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) et auprès de votre service des impôts ou de votre trésorerie.

### **Détail de la demande**

Je vous ai adressé le 03 août 2011 une demande de renseignement concernant notamment une plus-value en report d'imposition d'un montant de 2289768 € qui figure sur vos déclarations de revenu des années 2008 et 2009.

Je vous invitait à me préciser la date et la nature des opérations ayant conduit à la constatation de cette plus-value en report et à m'adresser tout document susceptible d'attester que vous étiez toujours détentrice des titres reçus à l'occasion de l'apport en société ou de l'opération d'offre publique, de fusion, de scission ou d'absorption d'un FCP par une Sicav à l'origine de la plus-value en report.

Or, votre réponse datée du 19 septembre 2011 reçue le 22 septembre 2011 est incomplète sur ce point. Vous avez joint à votre lettre un courrier de monsieur Thibault Thomas daté du 15 septembre dans lequel il apparaît que vous lui avez confié le soin de faire les recherches nécessaires sur ce point. Or, à ce jour, vous ne m'avez toujours pas fait parvenir les éléments demandés.

**Je vous invite donc à nouveau à me faire parvenir le plus rapidement possible les éléments rappelés ci-dessus.**

---

**Vous pouvez répondre ci-dessous**